

MONA MAKRAM EBEID

Sénatrice égyptienne, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

This is a subject that touches many people here. I think that at least four journalist friends I know have disappeared inside Syria trying to describe it to all of us who sit safely outside. In any case, I have nothing that is not banal to say here, so I will turn to Egypt. Mona Makram Ebeid is a former senator and has been adviser to the military. She was in Tahrir Square to begin with and has been pushing for democracy and human rights. She lectures at the American University in Cairo. I hope that she will give us an idea of whether she thinks in the end the military is bringing Egypt to somewhere where the world needs it to be or has the world been craven or cowardly in the face of yet another military coup in the face of a democratic movement?

Mona Makram Ebeid, sénatrice égyptienne, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire

Merci. J'ai quelques réserves à l'égard du terme « coup d'État militaire ». Il ne s'agissait pas d'un coup d'état militaire, même si cela en avait les apparences. Il s'agissait plutôt d'une destitution populaire dans laquelle 30 millions de personnes – ou 17 millions, comme vous le dites en Occident –, sont descendues dans la rue pour chasser un président qui avait manqué à ses engagements et violé les droits de l'homme à tous points de vue. Alors, la lutte pour l'avenir de l'Égypte est-elle terminée ? Je dirais que non et que, si le régime islamiste s'est effondré avant de devenir une théocratie irréversible, l'islam politique est une réalité, et le restera. Comment négocier avec l'islam politique ? Voilà le réel défi pour l'avenir.

Nous devons nous rappeler le soutien indéfectible du peuple égyptien en faveur de cette destitution, et c'est ce que l'Occident est incapable de comprendre. Comment peut-on soutenir un régime militaire après avoir lutté pendant près de 30 ans pour un régime civil ? Tout simplement parce que ce régime civil a été un désastre. C'est le premier point. Deuxièmement, la prise de pouvoir par les militaires est très populaire. Ils bénéficient d'un soutien immense et sont considérés comme des sauveurs qui évitent à l'Égypte le chaos et la guerre civile. Si le chef des militaires se présente aux élections – ce qu'il a refusé de faire jusqu'à présent, même si je ne sais pas combien de temps encore il va refuser –, il sera élu sans le moindre concurrent. C'est ce que nous pensons.

Est-ce une bonne ou une mauvaise chose pour l'Égypte ? Nous savons pertinemment que les militaires ne sont pas des enfants de chœur, mais ils bénéficient de suffisamment de popularité pour imposer aux habitants les difficiles décisions qui doivent être prises, et que M. Ahmed a évoquées, soit un programme économique. Comment pouvez-vous faire quoique ce soit aujourd'hui si le pays est polarisé et le sentiment de revanche omniprésent ?

Où sont les Frères musulmans dans tout cela ? Leurs dirigeants sont en prison, mais les autres sont encore là. Vont-ils être intégrés ? Ceux qui n'ont pas commis de crime ni incité à en commettre seront en mesure de participer à la vie politique et la [inaudible] *politique*, comme ils disent. Je pense par conséquent qu'ils prendront part aux prochaines élections, probablement sous étiquette indépendante ou aux côtés d'un autre parti. Ce qui est sûr, c'est qu'ils y prendront part. La popularité dont ils bénéficiaient il y a deux ans s'est bien entendu complètement effondrée et les gens qui les affrontent aujourd'hui ne sont pas l'armée ou le gouvernement mais les habitants eux-mêmes, pour qui la bestialité et la brutalité déployées tout au long de l'année qui vient de s'écouler sont tout simplement impardonnables. Les gens ne sont aujourd'hui pas prêts à une réconciliation nationale, que beaucoup d'occidentaux appellent de leurs vœux, ni à une inclusion. Il n'y a pour l'heure aucune inclusion et les habitants ne souhaitent pas de dialogue car eux-mêmes rejettent le dialogue. Il est par conséquent vain de dialoguer avec des gens qui en rejettent l'idée et insistent sur le fait qu'il y ait quotidiennement des crimes et des violences à l'encontre du peuple égyptiens.

Autre dimension que l'Occident n'est pas en mesure de comprendre, c'est que l'armée égyptienne est empêtrée dans une lutte quotidienne délicate contre les principales cellules terroristes du Sinaï qu'on a laissées s'établir pendant



l'année au pouvoir des Frères musulmans. Cet état de fait menace directement la sécurité de l'Égypte et d'Israël ainsi que la stabilité régionale.

Autre source de préoccupation pour l'Occident, le rapprochement récent avec la Russie. Je pense que l'Égypte n'a pas eu le choix. Bien entendu, la tragédie syrienne et son évolution ont permis à la Russie de revenir. Son seul bastion était autrefois la Syrie, mais la suspension de l'aide militaire et financière à l'Égypte à l'heure où l'armée se bat contre le terrorisme a permis à la Russie de revenir –dès le lendemain, en fait – et de proposer ses services. Quelle est la position de l'Égypte ? La relation avec les États-Unis est une priorité. Le pays ne l'abandonnera ni ne la remplacera au profit d'un autre pays. Néanmoins, elle est aujourd'hui contrainte d'élargir ses alliances et ses amitiés et d'assurer ses impératifs de sécurité à l'avenir. Nul besoin par conséquent de s'inquiéter.

Nous ne devons toutefois pas oublier la position de l'église orthodoxe, qui gagne en influence auprès des populations chrétiennes de la région. Vous le savez, les chrétiens de la région sont la cible de violences. En Égypte, 80 églises ont été incendiées et pillées et nombre de chrétiens ont été tués simplement en raison de leur religion. Le rapprochement avec la Russie ne doit par conséquent pas être vu comme un éloignement de Washington : comme je l'ai dit, la relation a toujours reposé sur la coopération militaire et sécuritaire. Néanmoins, utiliser ce partenariat comme un moyen de pression pour modeler les politiques égyptiennes intérieures est totalement contreproductif pour les intérêts des deux pays.

Que faut-il faire ? Premièrement, s'intéresser aux jeunes. Comme quelqu'un l'a rappelé aujourd'hui, « les jeunes , les jeunes, encore les jeunes », des emplois et ce qu'ils demandent. Je me souviens qu'avant la révolution, ils demandaient « une voix et un emploi », ce qui est précisément ce qu'ils continuent de souhaiter aujourd'hui.

Deuxièmement, empêcher la radicalisation de la base. Nous avons peur que les Frères musulmans en appellent à encore plus de violences s'ils se sentent totalement exclus. C'est pourquoi je dis que ceux qui n'ont pas commis de crimes ces deux dernières années doivent pouvoir jouer un rôle.

Troisièmement, bien entendu, les réformes économiques et la distribution des revenus, que Kemal Dervis a si judicieusement mentionnés, sont d'une importance cruciale. L'un des principaux slogans de la révolution de 2011 était *Aish*, qui signifie à la fois du pain et la vie – signe d'une volonté d'améliorer la vie des habitants.

En ce qui concerne la démocratie, la population égyptienne croît d'un million d'habitants chaque mois. Elle recense déjà 90 millions de personnes, je peux donc vous donner une idée de ce qu'il en sera dans 10 ans. On doit éduquer les femmes. Il n'y a pas d'autre solution que d'éduquer les jeunes filles et les femmes. Il n'y aura sinon pas de solution pour cette région. Pour que l'Égypte avance, elle doit revenir au slogan des années 1920, « La religion est pour Dieu est la patrie pour tous. » Sans cela, point d'avenir.